



Consultation nationale sur l'éducation artistique et culturelle
« pour un accès de tous les jeunes à l'art et à la culture »

Contribution de la FFEM (Fédération française de l'enseignement musical, chorégraphique et théâtral)

1 – Présentation de la FFEM

Premier réseau français de l'enseignement spécialisé, la FFEM rassemble plus de 1200 conservatoires et concerne près de 450 000 élèves. Elle est subventionnée par le Ministère de la culture et de la communication et membre fondateur de l'EMU (European Music Union). Forte de la densité de son irrigation dans le pays, elle milite pour une cohérence de l'ensemble des dispositifs d'accès à l'éducation artistique et culturelle.

Convaincue de son importance dans le paysage culturel, elle concilie hauteur de vue avec pragmatisme et capacité à proposer des réponses concrètes sur le terrain.

Soucieuse des difficultés économiques qu'affrontent nombre d'institutions culturelles, la FFEM s'appuie sur une valorisation du potentiel de l'ensemble des établissements d'enseignement artistique qui ne passe pas forcément par une augmentation des budgets ou par des revendications corporatistes.

2 – Etat des lieux : une mutation réussie

Ces dernières décennies, nos établissements ont acquis une dimension sociale qui fait que là où les mutations ont eu lieu, les conservatoires sont devenus des acteurs reconnus et efficaces des politiques publiques locales.

Leurs missions se sont fortement diversifiées, sur le fond et dans la forme :

- l'orientation et la formation professionnelles se sont adaptées aux enjeux européens (pôles supérieurs, liens avec l'université, LMD...)
- la formation d'amateurs éclairés et actifs est devenue un objectif majeur
- la dimension de sensibilisation et d'éducation musicale s'est considérablement élargie, à travers des partenariats avec l'Education nationale (DUMI...), les centres de loisirs, les centres sociaux, les associations...
- la création et la diffusion sont désormais des composantes incontournables, renforçant le lien avec les artistes et les lieux de diffusion
- la transversalité entre musique, danse, théâtre est devenue une réalité dans bon nombre d'institutions dont certaines se sont ouvertes aux arts plastiques et aux disciplines circassiennes

- la diversification des esthétiques a été essentielle pour toucher de nouveaux publics (musiques actuelles amplifiées, jazz, musiques traditionnelles...)
- des approches pédagogiques se sont renouvelées (rôle des pratiques collectives, de la pédagogie de groupe, des méthodes actives en direction des enfants des cycles maternelle et primaire...)
- Enfin, l'intégration des personnels à la Fonction Publique Territoriale, la convention de l'animation pour les associations, les formations au DE, au CA, la VAE, ont permis la reconnaissance de nos métiers à égalité avec les autres filières de la fonction publique territoriale. Là où les équipes jouent le jeu, les conservatoires sont de réels acteurs territoriaux. A charge pour eux de ne pas baisser le niveau d'exigence artistique.

3 – Des réponses déjà existantes

Forts de ces constats, les établissements qui se sont engagés dans cette voie disposent d'atouts considérables pour répondre aux enjeux actuels et en particulier aux questions posées par cette consultation nationale :

1. *Temps de vie des jeunes* : nous intervenons en temps scolaire (CHAM, interventions en milieu scolaire, orchestre à l'école...), en temps périscolaire et extrascolaire (enseignement artistique spécialisé, stages, etc...), souvent en lien avec des centres de loisirs, des centres sociaux, des associations de quartiers, parfois dans le cadre de la politique de la ville. Nous sommes en particulier très attentifs à l'éventuelle réforme des rythmes scolaires dont certains aspects ouvriraient le champ des possibles aux structures de l'enseignement spécialisé en matière d'aménagements d'horaires et sous conditions de soutien aux collectivités territoriales concernées.
2. *Approche territoriale et partenariale* : nous avons désormais une grande pratique de ce type d'approche, un vrai savoir-faire. Nos établissements nouent des partenariats multiples avec des acteurs publics et associatifs. Ils s'inscrivent le plus souvent dans des schémas intercommunaux, départementaux voire régionaux. La FFEM elle-même est un relais national et européen.
3. *Diversité des modes d'accès* : confrontés (souvent par nos décideurs politiques locaux) à une demande de renouvellement de nos publics traditionnels, nos établissements s'ouvrent sur le plan des esthétiques et des méthodes pédagogiques. La musique, la danse, le théâtre peuvent être des réponses pertinentes en cas d'échec scolaire (l'orchestre à l'école, les interventions en milieu scolaire peuvent permettre au jeune en difficulté de contourner l'échec).
4. *Numérique et nouveaux médias* : les exemples de collaborations avec les arts numériques sont légion. La complémentarité son/image est pertinente pour les jeunes. La création musicale mais aussi les méthodes pédagogiques et la communication passent de plus en plus dans nos établissements par les nouvelles technologies.

5. *La formation des acteurs* : c'est évidemment un point clé qui doit prendre en compte les spécificités de chacun. Il n'y a pas de complémentarité possible entre les différents acteurs si tous les rôles sont confondus. Un enseignant artistique n'est ni un enseignant de l'Education Nationale, ni un animateur. Il est porteur d'une exigence artistique, d'un savoir et d'un savoir-faire que notre société doit reconnaître et valoriser, sans quoi elle risque une perte majeure de repères. En revanche, l'enseignant artistique intègre désormais (de part sa formation) l'idée qu'il est au service d'une collectivité, dans le cadre de politiques publiques impulsées par les élus.

4 – Besoin de cohérence et de lisibilité pour une réelle efficacité

Fidèle à sa mission première, la FFEM milite pour une cohérence de l'ensemble des dispositifs d'accès à l'éducation artistique et culturelle.

A cet égard, les établissements d'enseignement artistique peuvent devenir des acteurs centraux et pertinents :

- par leur capacité à nouer des partenariats ;
- par leur capacité à faire la synthèse entre des repères nationaux (auxquels contribue la FFEM) et des spécificités locales ;
- par le sens de l'adaptation et de l'ouverture qu'ils ont montré durant les dernières décennies ;
- par la capacité des enseignants artistiques à être à la fois des artistes et des pédagogues ayant un sens aigu du service public.

Document conçu par Philippe DALARUN, Pascal CARATY, Jean-Paul ALIMI
Vice-présidents de la FFEM

Sous la responsabilité d'Alfred HERZOG, président de la FFEM

10 décembre 2012